

## Comptes économiques 2003

**E**n 2003, le produit intérieur brut s'accroît de 4,2 % en valeur après une croissance moyenne annuelle de 2,6 % entre 1997 et 2002. Le PIB par habitant dépasse les 2 millions de F.CFP, en progression de 2,3 % par rapport à 2002. La consommation des ménages est le principal soutien de la croissance. Elle s'appuie sur l'évolution positive de la masse salariale et profite d'une inflation modérée, inférieure à 1 % en rythme annuel. L'investissement des entreprises publiques et privées soutient également l'activité économique. En revanche, le commerce extérieur agit en négatif sur la croissance avec un solde de la balance commerciale fortement détérioré en 2003. Le secteur productif marchand représente 68 % du PIB et la TVA 7,5 %. Le secteur tertiaire demeure prépondérant dans l'économie et représente les trois-quarts de la production intérieure brute marchande.

### 2003, reprise de l'activité

La Polynésie française connaît en 2003 une reprise de son activité économique avec une croissance de 4,2 % du Produit Intérieur Brut (PIB). La croissance de la production marchande (PIBe) s'établit à 4,8 %, alors que la croissance annuelle moyenne était de 2,6 % entre 1997 et 2002.

Après les 4 % de croissance moyenne annuelle entre 1997 et 2002, la progression des salaires versés par l'administration s'est quelque peu ralentie en 2003 avec une hausse de 2,2 %.

Cette faible croissance du PIB non marchand résulte d'évolutions contrastées : croissance soutenue des salaires versés par l'administration locale (+4,6 %), quasi stabilité des salaires civils de l'État (+1,4 %) et poursuite de la baisse des rémunérations de l'armée (-4,4 %). Le poids des salaires civils et militaires de l'État en 2003 représente 50 % du PIB non marchand contre 52 % en 2002.

Le secteur des **services** contribue pour 72 % à la hausse du PIB marchand. Sa valeur ajoutée progresse de 11,4 milliards de F.CFP (+7,1 % depuis 2002) sous l'impulsion des services divers (hôtellerie, prestataires de services, etc.) et surtout des transports et télécommunications qui augmentent de 7 milliards de F.CFP.

Les services divers et les transports sont dopés par l'augmentation des dépenses réalisées par les touristes internationaux et une consommation des ménages toujours aussi soutenue. Le montant des dépenses touristiques est estimé à 42 milliards de F.CFP en 2003 et a progressé de 4,3 % par rapport à 2002.

La valeur ajoutée du **commerce**, dont l'activité repose en grande partie sur la commercialisation de produits importés, croît de 4,2 %.

Le secteur tertiaire demeure prépondérant dans l'économie polynésienne avec une part dans la Production intérieure brute marchande (PIBe) qui progresse depuis 2002 et passe de 74 % à 75 % soit une croissance de 6,1 %.

Dans le **Bâtiment et les Travaux Publics**, la production et la valeur ajoutée créée augmentent respectivement de 10,6 milliards et 2,6 milliards de F.CFP. Cette progression résulte de celle des dépenses en infrastructures publiques et privées (+7,6 milliards de F.CFP) qui vient compenser la baisse en équipement des ménages (-1 milliard de F.CFP).

N° 4/2006

Directeur de la publication :  
Serge CONTOUR

Rédactrice en chef :  
Patricia ANNEVILLE

Auteur de la publication :  
Julien VUCHER-VISIN  
Maquettage : Yrida DOMINGO  
Flashage : SCOOP  
Impression : STPmultipress

Vente et abonnements : 47 34 42  
Prix du numéro :

En Polynésie française : 600 F.CFP  
Hors Polynésie française : 750 F.CFP

Dépôt légal : Septembre 2006  
ISSN 1247 - 7370  
©ISPF 2006

B.P. 395 - 98 713 Papeete - Tahiti  
Tél. : (689) 47 34 34 / Fax : (689) 42 72 52  
E-mail : ispf@ispf.pf / Site web : www.ispf.pf

Le bilan de l'année 2003 aura été plus contrasté pour les autres secteurs d'activité.

Les secteurs liés à l'activité de la construction (industries mécaniques et électriques et autres industries) ont bénéficié de sa vitalité : leur contribution à la valeur ajoutée marchande augmente respectivement de 12,3 % et 4,1 %.

Le secteur primaire est, lui, fortement pénalisé par les mauvais résultats de la perliculture (-30 % en valeur à l'export).

L'énergie subit la hausse du coût du pétrole qui augmente les coûts de production.

L'industrie agro-alimentaire génère elle aussi moins de valeur ajoutée et son volume de production est identique à celui de 2002.

La demande intérieure (consommation des ménages et des administrations, équipement) est restée soutenue avec une croissance de 5,7 % à l'opposé de la demande extérieure (exportations et dépenses touristiques) qui diminue encore de 7,9 %.

Principal moteur de la croissance en 2003, la consommation des ménages a progressé de 20,6 milliards de F.CFP. Elle a profité d'une inflation modérée qui est la plus faible depuis 1990 et est inférieure à 1 % en rythme annuel (+0,7 %). La consommation s'appuie aussi sur une évolution positive de la masse salariale à la fois dans le privé où la croissance des salaires est de 7,2 % et le public avec une progression des salaires de 1,4 %.

L'investissement public et privé en hausse de 8,2 milliards de F.CFP a aussi compensé le recul des consommations courantes de l'administration (-3,8 %) et de l'investissement des ménages (-6,5 %).

Le solde de la balance commerciale, composante négative de la demande, s'est lui fortement détérioré en 2003 : 151,2 milliards de F.CFP contre 140,7 milliards de F.CFP en 2002.

Les exportations civiles ont fortement diminué (-29 %) en liaison avec les mauvais résultats de la perle (-29 %). Au contraire des importations civiles qui ont continué à progresser (+3 %) du fait du poids des investissements structurants (Airbus d'Air Tahiti Nui) et d'une consommation des ménages en hausse.

### Le PIB et ses composantes en 2002 et 2003

Unité :	2002		2003	
	millions de F.CFP	%	millions de F.CFP	%
Agriculture	14 287	3,0	13 740	2,7
Industries agro-alimentaires	14 829	3,1	13 751	2,8
Énergie	13 823	2,9	12 360	2,5
Industries mécaniques et électriques	8 423	1,8	9 460	1,9
Autres industries	11 371	2,4	11 835	2,4
Bâtiment, travaux publics	22 609	4,7	25 214	5,0
Transports, télécommunications	38 640	8,1	45 656	9,1
Autres services	121 371	25,3	125 721	25,1
Commerce	79 078	16,5	82 368	16,5
<b>PIBe</b>	<b>324 431</b>	<b>67,6</b>	<b>340 106</b>	<b>68,0</b>
Salaires des administrations	118 520	24,7	121 167	24,2
Salaires domestiques	904	0,2	920	0,2
Ensemble des salaires	119 424		122 086	
TVA (importations + consommation)	36 076	7,5	37 719	7,5
<b>PIB</b>	<b>479 930</b>	<b>100,0</b>	<b>499 912</b>	<b>100,0</b>
Taux de croissance PIBe	.	+1,2	.	+4,8
Taux de croissance PIB	.	+5,1	.	+4,2
<b>PIB par habitant (F.CFP)</b>	<b>1 987 502</b>	.	<b>2 033 730</b>	

Source : ISPF - Comptes économiques semi-définitifs 2003 de la Polynésie française

## La production

La production intérieure brute (PIBe), qui représente la contribution du secteur productif marchand au PIB, s'élève à 340,1 milliards en 2003. Le secteur tertiaire (commerce, services et transports et télécommunications) génère, à lui seul, 75 % de la PIBe, le secondaire (industries agro-alimentaires, énergie, industries mécaniques et électriques et industries diverses) 14 %, le BTP 7 % et le secteur primaire (agriculture, pêche, perliculture) 4 %.

### Le commerce

Dans les comptes économiques, la « production » du commerce est mesurée par les marges commerciales perçues lors de la vente de biens importés ou fabriqués localement. La marge commerciale est définie comme la différence entre la valeur à la vente et la valeur à l'achat hors taxe (CAF pour les biens importés et valeurs pour les biens produits localement) des marchandises commercialisées. Les impôts et taxes (hors TVA) qui grèvent la valeur des produits sont donc inclus dans la marge commerciale, soit 26,5 milliards en 2003. La production de la branche commerce a augmenté de 3 % en 2003, augmentation liée à celle des importations civiles (+3 %). La valeur ajoutée est en hausse de 4 % et la contribution au PIB se maintient à 16,5 %.

Le commerce a profité de la progression de la consommation des ménages (+6,2 %), elle-même stimulée par différents facteurs : le marché du travail s'améliore avec des effectifs salariés en hausse de 2 %, la masse salariale globale s'accroît de 4,2 %, le recours au crédit est toujours plus important et sa hausse en valeur est de 9,6 % (les ventes à tempérament, en particulier ont augmenté de 18,3 %), enfin, les dépenses touristiques, évaluées à 42 milliards de F.CFP, ont progressé de 4,3 %.

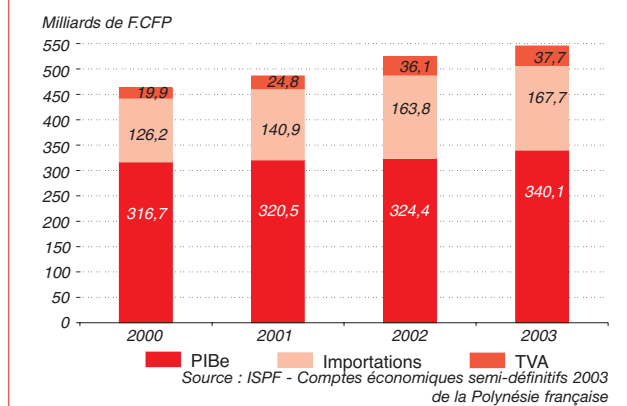
Les activités qui ont le plus profité de cette conjoncture favorable sont le commerce de vente et réparation automobile (chiffre d'affaires en hausse de 5 milliards de F.CFP), les autres commerces de détail en magasin spécialisé (hausse de 3,6 milliards de F.CFP) et les commerces en magasin non spécialisés (hausse de 1,7 milliard de F.CFP).

### Les services, transports et télécommunications

Les services (organismes financiers, assurances, hôtels, bars, restaurants, services juridiques, d'hygiène et de santé, d'enseignement, agences de voyages, etc.) et les transports et télécommunications ont une croissance remarquable de 7 % qui est très au dessus des 2,4 % observés en 2002. Hors transports et télécommunications, l'activité gagne 4,4 milliards de F.CFP en valeur ajoutée et se positionne comme le secteur le plus important de notre économie (25 % du PIB).

Les transports et télécommunications tirent pleinement avantage du développement des compagnies aériennes locales (+53 % de passagers sur Air Tahiti Nui en 2003) et de l'extension du secteur des télécommunications (réseau vini, télévision par satellite). La valeur ajoutée créée ne cesse d'augmenter, elle est de 45,6 milliards de F.CFP en 2003 avec une très forte croissance de 18,2 %, ce qui représente plus de 7 milliards de F.CFP. Les transports pèsent dorénavant 9 % du PIB.

### Les ressources



La progression de ces deux secteurs trouve principalement son origine dans les résultats des entreprises du secteur touristique (hôtels, restaurants, transporteurs aériens, agences de voyages, etc.), les assurances, les entreprises liées aux services immobiliers ainsi que les entreprises de télécommunications.

### Le BTP

Les résultats sont en forte progression en 2003, avec une hausse de la valeur ajoutée créée de 11,5 %, en liaison directe avec la croissance vigoureuse du carnet de commandes publiques et privées (+14,4 %). Les investissements du secteur public (63 % des commandes) augmentent de 14 %, ceux des entreprises de 61 %. À l'inverse, les ménages ont réduit leurs achats immobiliers de 6 %.

Le nombre d'entreprises du BTP recensées au répertoire des entreprises passe de 2 700 en 2002 à 2 730 en 2003, soit une hausse de 1 %. Les effectifs salariés ont augmenté de 4,2 %.

Les professionnels du Bâtiment et des Travaux Publics ont amplement bénéficié du dynamisme de la commande publique (27,5 milliards de F.CFP en 2003 contre 24,1 milliards de F.CFP en 2002) qui se situe à son plus haut niveau de la décennie. La hausse des dépenses publiques en BTP est liée à la forte croissance des investissements du territoire (+18 %) ; ils représentent 70 % du total des investissements.

Les dépenses publiques ont été consacrées aux constructions scolaires (+12 %) avec la fin des travaux du lycée hôtelier de Punaauia, aux constructions publiques avec la reprise des travaux du nouvel hôpital, à la poursuite des travaux d'infrastructures (modernisation du port autonome) et à des programmes de logements sociaux.

### Les industries

Le développement du secteur de l'industrie en Polynésie française continue d'être handicapé par la taille de son marché intérieur, l'absence de ressources primaires, l'isolement géographique, le coût élevé de la main d'œuvre et la concurrence internationale sur les produits manufacturés. L'industrie polynésienne a effectué une année 2003 en demi-teinte avec une baisse de 2 % de sa valeur ajoutée, et sa contribution au PIB passe de 10 % à 9 %.

Ce résultat masque toutefois des évolutions diverses avec une croissance de la valeur ajoutée des industries mécaniques et électriques de 12,3 % et de celle des autres industries de 4,1 %, croissance qui est directement liée au dynamisme de l'activité du BTP. En revanche, l'industrie agro-alimentaire connaît de mauvais résultats (-7,3 %) à travers sa filière des corps gras, du poisson et des produits laitiers.

Cette baisse est à relativiser car la richesse créée en 2003 est le deuxième meilleur résultat des quinze dernières années. Ce résultat découle principalement de la hausse du taux de consommation intermédiaire qui est passé de 57 % en 2002 à 61 % en 2003 alors que le niveau des ventes est resté stable.

Le répertoire des entreprises a recensé 2 920 entreprises industrielles\* : 1 550 dans l'industrie manufacturière (+4 %), 1 100 dans l'agro alimentaire (+9 %) et 270 dans les industries auxiliaires du BTP.

\* : Les entreprises constituant le secteur industriel sont pour les trois-quarts d'entre elles des petites unités ayant moins de deux salariés dont le caractère artisanal est encore très marqué.

### L'énergie

Le secteur de l'énergie regroupe les unités de production d'électricité et de distribution d'eau. Il représente 3 % du PIB et sa contribution à la valeur ajoutée baisse de 10,6 %. Cette baisse importante ne traduit pas une diminution de l'activité puisque le chiffre d'affaires augmente de 1 % mais une hausse des consommations intermédiaires qui ont progressé de 6 points.

### L'agriculture

Le secteur de l'agriculture englobe, outre les productions agricoles proprement dites, l'élevage, la pêche, l'aquaculture et la production perlière. Pour cette dernière activité, la connaissance très imparfaite du secteur contraint à valoriser la production par les exportations.

En 2003, le secteur de la perle de Tahiti est toujours en difficulté et les recettes à l'exportation se réduisent de façon drastique (-31 %), conséquence d'une nouvelle baisse des cours de la perle de culture brute (-24 %). Cette dépréciation s'est trouvée renforcée par l'évolution continue du dollar à la baisse.

Les exploitants de fermes perlières, en particulier, ont subi le contrecoup de ce contexte dépressif avec, pour certains, l'arrêt de l'activité faute de trésorerie suffisante. Aussi la structuration de ce secteur clé, entamée depuis 2001, est-elle plus que jamais nécessaire.

Les exportations de perles de culture brutes, représentent 98 % des exportations de produits perliers et 75 % des exportations locales. Leur montant en valeur est de 10,1 milliards de F.CFP, en baisse de 31 %. Le tonnage de perles brutes exportées a lui aussi diminué (-9 %) et atteint les 10 tonnes. Le nombre de

perles vendues à l'étranger est passé de 6,9 millions à 6,5 millions en un an. Ainsi, le poids unitaire des perles passe de 1,6 gramme en 2002 à 1,5 gramme en 2003. La baisse du prix moyen au gramme est quant à elle sans précédent. Toutes qualités et tailles confondues, il s'écroule et passe de 1 300 F.CFP en 2002 à 1 000 F.CFP en 2003. Depuis 1997, le prix au gramme de la perle a été divisé par trois.

Les autres productions agricoles (légumières, fruitières, vivrières et animales) sont en recul de 3,7 % en volume et connaissent une hausse de 3,3 % en valeur par rapport à 2002. Les résultats sont contrastés selon les productions principalement en raison de la sécheresse importante qui a touché une partie de la Polynésie de mars à septembre 2003.

La filière fruitière (ananas, pastèque, banane, coco, citron et pamplemousse) est toujours première en volume (52 % du total de la production) malgré une diminution des quantités produites de 3 %. Soutenue par une hausse des prix de 5 %, sa production en valeur s'apprécie de 2 % par rapport à 2002. La production de nono, qui représente 38 % du volume des fruits, augmente de 11 % mais le prix baisse de 5 %.

La production finale de coprah a diminué de 3,2 % avec 9 340 tonnes. Cependant, la qualité du coprah de Polynésie française se maintient puisque 95 % du total de coprah mis en silo est de première qualité. Ce résultat est à rattacher à la mise en place de séchoirs à coprah subventionnés.

Les cultures vivrières sont en net recul en volume produit (-20 %) mais progressent en valeur (+11 %) principalement grâce à la forte hausse des prix du taro (+34 %) qui représente aussi 50 % de la production en volume.

La production légumière a souffert du manque d'eau sur l'île de Tahiti et diminue de 8 % en volume et à l'instar des cultures vivrières progresse de 4 % en valeur. Cette hausse de la valeur a été soutenue par celle des prix de la tomate (+15 %) et de la salade (+10 %) qui représentent 30 % du volume et 42 % de la valeur totale de la production.

En matière de productions animales commercialisées, les résultats 2003 sont en progression à la fois en volume (+7 %) et en valeur (+6 %). Toutefois, la production commercialisée de viande enregistre une baisse de 8 % en volume et de 6 % en valeur. Cette baisse de la production en volume touche principalement la filière porcine (-150 tonnes) frappée en 2003 par une épidémie de brucellose.

La production d'œufs continue à croître (+17 %) pour atteindre les 3,6 millions de douzaines et couvre entièrement les besoins locaux.

L'année 2003 est une mauvaise année pour les produits de la pêche en recul de 11 % avec une production de 8 530 tonnes. Cette baisse sensible est principalement le fait de la pêche hauturière (77 % de la production totale en 2003) qui connaît une baisse de rendement moyen par hameçons lâchés : pour 100 hameçons lâchés en 2002, 53 kg de poissons étaient pêchés contre 34 kg en 2003 entraînant une baisse de 770 tonnes de la production. Le volume de pêche côtière (23 % de la production totale) est lui aussi en recul (-13 %).

Le secteur primaire qui suit la tendance impulsée par les résultats de la perle enregistre un recul de 4 % de sa valeur ajoutée. Son montant est inférieur à 14 milliards de F.CFP et la contribution au PIB est de 2,7 % ■

## Les importations

Les importations s'élèvent à 168 milliards de F.CFP contre 164 milliards de F.CFP en 2002 (+2 %). Stimulées par la bonne tenue de la consommation des ménages et des investissements lourds (airbus, bateaux, etc.), les importations civiles augmentent de 3 % pour atteindre le niveau record de 165 milliards de F.CFP.

L'année 2003 comme l'année 2002 a été exceptionnelle avec de nombreux investissements en biens d'équipement réalisés dans le secteur des transports et de la pêche. Dans le transport, 24 milliards de F.CFP ont été dépensés : les deux nouveaux Airbus A340-300 d'Air Tahiti Nui, le cargo mixte Aranui III pour la desserte des Marquises et deux nouveaux bateaux de croisière basés aux Îles Sous-Le-Vent. Côté pêche, dix thoniers congélateurs d'origine asiatique ont été achetés dans le cadre du programme de développement de la pêche industrielle pour un coût total de 1,3 milliard de F.CFP.

Ces investissements constituent à eux seuls la moitié de la valeur des importations de biens d'équipement, soit 15 % des importations civiles totales. Les biens d'équipement représentent la plus grande part des importations (32 % du montant total, soit 53 milliards de F.CFP). Viennent ensuite les biens intermédiaires (20 %), les produits des industries agricoles et alimentaires (16 %), les biens de consommation (14 %), les produits de l'industrie automobile (10 %), les biens énergétiques (6 %) et les produits agricoles, sylvicoles et piscicoles (2 %).

## La TVA

La Taxe sur la Valeur Ajoutée mise en place le premier janvier 1998 apparaît comme une ressource de l'économie au même titre que les importations, la production et les droits de douanes (inclus dans la production du commerce). Elle s'applique à l'ensemble des biens et des prestations de services vendus et importés sur le territoire. Fixés initialement à 1 % pour le taux réduit, 2 % pour le taux normal et 3 % pour les services au 1er Janvier 1998, les trois taux ont successivement été portés à 3 %, 6 % et 9 % en 2000 puis 4 %, 7 % et 11 % en 2001 pour atteindre 6 %, 10 % et 16 % dans la dernière ligne droite de cette réforme fiscale.

La comptabilité nationale enregistre en ressource la TVA versée par les entreprises (c'est-à-dire la différence entre la TVA exigible, collectée sur les produits vendus, et la TVA déductible qui grève les produits employés comme consommations intermédiaires ou investissements). Au sein des emplois, la consommation finale des ménages est évaluée toutes taxes comprises alors que les emplois intermédiaires (consommation intermédiaire, investissement) le sont hors TVA (déductible) respectant le principe d'équilibre de la comptabilité nationale entre les ressources et les emplois de chaque produit.

La TVA versée au titre des importations s'élève à 19 milliards (+4 %) de même que celle versée au titre de la consommation, cette dernière ayant davantage progressé : +6 %.

### Les emplois

	1999	2000	2001	2002	2003	Variation 2003 / 2002
	<i>milliards de F.CFP</i>					<i>%</i>
<b>Consommation</b>						
<i>Unité :</i>						
des ménages	255,3	278,5	305,7	332,6	353,2	6,2
des administrations	33,1	35,7	37,1	41,8	40,2	-3,8
<b>Investissements</b>						
des entreprises	25,4	24,2	20,5	32,7	36,0	10,1
des ménages	12,0	11,5	14,6	15,4	14,4	-6,5
des administrations	30,0	31,7	37,7	38,6	43,5	12,7
Variations des stocks	-0,5	0,5	0,5	-0,2	-0,4	nd
Exportations	27,9	28,7	26	23,2	16,5	-28,8
Dépenses touristiques	47,3	49,9	44,2	40,3	42,0	4,2

Source : ISPF - Comptes économiques semi-définitifs 2003 de la Polynésie française

## La consommation

La consommation est essentiellement le fait des ménages ; elle atteint le niveau record de 353,2 milliards de F.CFP en 2003 (+20,6 milliards de F.CFP depuis 2002) soutenant fortement l'activité économique du territoire.

Cette forte croissance s'explique par la hausse de la masse salariale globale (+4,2 %) et des transferts sociaux versés par le secteur public (+6,9 %), la progression des bénéficiaires versés par le secteur privé (+10,6 %) et du revenu dégagé par les entreprises individuelles (+3,2 %) ; y participe aussi le gonflement des encours de crédits aux particuliers autre que les crédits immobiliers (+5,2 milliards de F.CFP), le tout dans un contexte d'inflation maîtrisée (+0,4 % en moyenne annuelle).

Les dépenses d'équipement des ménages ne sont pas reprises dans la consommation car elles sont considérées comme un investissement. Les administrations réalisent des dépenses de fonctionnement (hors salaires et transferts divers), assimilées à de la consommation, qui s'élèvent à 40,2 milliards de F.CFP, en baisse de 3,8 %.

## L'investissement

Les investissements\* des entreprises sont de 36 milliards de F.CFP en 2003, soit une baisse de 10 %. Ces investissements sont constitués en grande partie de produits des industries mécaniques et électriques (25 milliards de F.CFP, soit 69 % du total des investissements privés). Le solde provient des dépenses du BTP (11 milliards de F.CFP) qui progressent fortement (+61 %) sous l'impulsion du secteur de l'hôtellerie avec la construction de deux nouveaux hôtels.

Les investissements des ménages, qui correspondent à leurs dépenses en logements, s'élèvent à 14,4 milliards de F.CFP contre 15,4 milliards de F.CFP en 2002. Après deux années d'investissement soutenu, l'année 2003 marque un ralentissement dans les octrois de prêts immobiliers par les établissements de crédits locaux. Le nombre de prêts a diminué de 10 % en volume (1 460 demandes en 2003) et de 11,5 milliards de F.CFP en valeur. De ce fait, la baisse des investissements immobiliers des ménages est de 6,5 % et leurs montants se situent dans la moyenne des 7 dernières années.

Les investissements des administrations ont dépassé pour la première fois le montant de 43 milliards de F.CFP, soit une progression de 12,7 % par rapport à 2002. La plus grande part (63 %) concerne les dépenses d'équipement en bâtiment et travaux publics qui progressent de 14 %, le reste étant des achats de machines en progression de 10 %.

Le Pays, premier investisseur public avec 67 % de la commande publique, soit une hausse de 21 %, continue sa politique keynésienne de soutien à l'économie en poursuivant l'amélioration des réseaux

\* : Dans cette partie, seuls les investissements inscrits en immobilisation des entreprises polynésiennes sont pris en compte. Les investissements réalisés dans le cadre de la défiscalisation outre-mer ne sont donc comptabilisés que si les entreprises propriétaires de l'actif résident en Polynésie française.

### L'investissement en BTP des administrations

	1999	2000	2001	2002	2003
<i>Unité :</i>					<i>millions de F.CFP</i>
Territoire	13 315	13 383	15 514	16 448	19 174
État-Armées	1 325	1 685	1 575	1 575	1 290
État-services civils	200	329	450	394	104
Établissements publics territoriaux	224	336	181	351	1 200
CPS	38	88	88	90	188
Communes / Syndicat des communes	2 967	4 192	3 457	5 059	4 852
CHT	89	189	211	154	591
Autres	69	154	79	32	127
<b>Total</b>	<b>18 227</b>	<b>20 354</b>	<b>21 555</b>	<b>24 102</b>	<b>27 525</b>

Source : ISPF - Comptes économiques semi-définitifs 2003 de la Polynésie française

routiers et des infrastructures dans le but de désenclaver les archipels. Les communes maintiennent leurs efforts en matière d'amélioration des réseaux d'adduction d'eau, efforts entamés depuis plusieurs années, elles représentent 16 % de la commande publique.

## Les exportations

Les exportations totalisent 17 milliards de F.CFP et reculent fortement de 29 %, soit le plus mauvais résultat depuis 1994. Si l'on distingue les exportations selon leur caractère civil ou militaire, le montant des exportations civiles s'élève à 16 milliards de F.CFP, en diminution de 25 % par rapport à 2002.

Les exportations locales ont accusé une forte baisse (-5 % en volume et -28 % en valeur), liée principalement aux difficultés du marché de la perle, mais également à celles du secteur de la pêche. La valeur des exportations de perles de culture brutes est de 10,1 milliards F.CFP, en retrait de 31 %. Les autres produits locaux exportés représentent une valeur totale de 3,3 milliards de F.CFP, en recul de 800 millions de F.CFP.

Dans le domaine de la pêche, les tonnages exportés sont de 1 200 tonnes, en diminution de 37 % pour un montant en valeur de 656 millions F.CFP tous produits confondus, soit une baisse de 42 %. Cette baisse des exportations résulte d'un important recul de la production et des fortes dépréciations du dollar et du yen qui ont incité les mareyeurs à vendre sur le marché local plutôt qu'à exporter. La baisse de la production est elle-même liée aux problèmes climatiques et à l'absence de poisson sur notre zone de pêche.

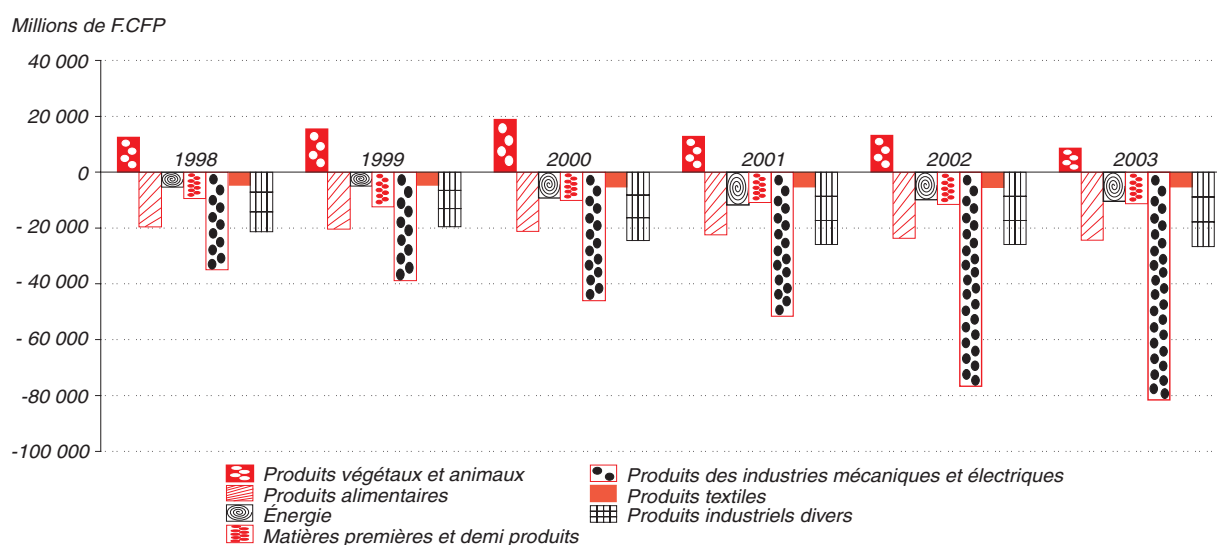
Les exportations de purée et de jus de nono ont dépassé les 4 150 tonnes (+16 %) pour un chiffre d'affaires en léger retrait (-2,6 %) à plus de 934 millions de F.CFP. Le prix moyen au kilo passe donc de 268 F.CFP à 225 F.CFP.

Les exportations d'huile de coprah perdent 2,8 % de leur valeur en 2003, pour un tonnage en baisse de 3,5 %, ce qui maintient le prix moyen annuel du kilogramme à l'exportation à 45 F.CFP.

La filière de la vanille se porte très bien : les exportations s'élèvent à 12 tonnes soit une progression de 12 % pour une valeur de 351 millions de F.CFP, elle aussi en forte hausse (+36 %). Le prix annuel moyen du kilo de vanille de Tahiti atteint le chiffre record de 28 600 F.CFP.

Les exportations de monoï sont en baisse en 2003. Les recettes générées, d'un montant de 137 millions de F.CFP, s'effritent de 15 %, le volume exporté est de 200 tonnes, soit une diminution de 17 %, tous conditionnements confondus.

### Balance commerciale par type de produits



Source : ISPF - Comptes économiques semi-définitifs 2003 de la Polynésie française

# Les flux économiques

## Les flux économiques

Les flux économiques étudiés résultent des opérations effectuées par les divers agents, acteurs de l'économie polynésienne. Ils sont regroupés en quatre grandes catégories selon la fonction économique principale qu'ils accomplissent.

■ **Les entreprises** produisent : telles qu'elles sont définies dans les comptes économiques, elles regroupent non seulement tout le secteur privé marchand du territoire (sociétés et entreprises individuelles), mais également les établissements publics à caractère industriel et commercial comme l'OPT ou encore RFO. Elles créent des biens et services destinés à satisfaire les besoins exprimés par les autres agents (les ménages, les administrations, l'extérieur ou même d'autres entreprises). Pour cela, elles doivent consommer des biens ou services dits « intermédiaires », c'est-à-dire qui disparaissent dans le processus de production ; la production intérieure brute (PIBe) qui se compose de la somme des valeurs ajoutées (différence entre la production et les consommations intermédiaires) dégagée par les entreprises, mesure la richesse créée par ces dernières au cours de l'année et leur contribution au Produit Intérieur Brut (PIB).

Les entreprises utilisent le travail fourni par les ménages en contrepartie duquel elles versent des salaires. Elles investissent pour améliorer ou accroître leur production. Elles versent des impôts, des cotisations sociales.

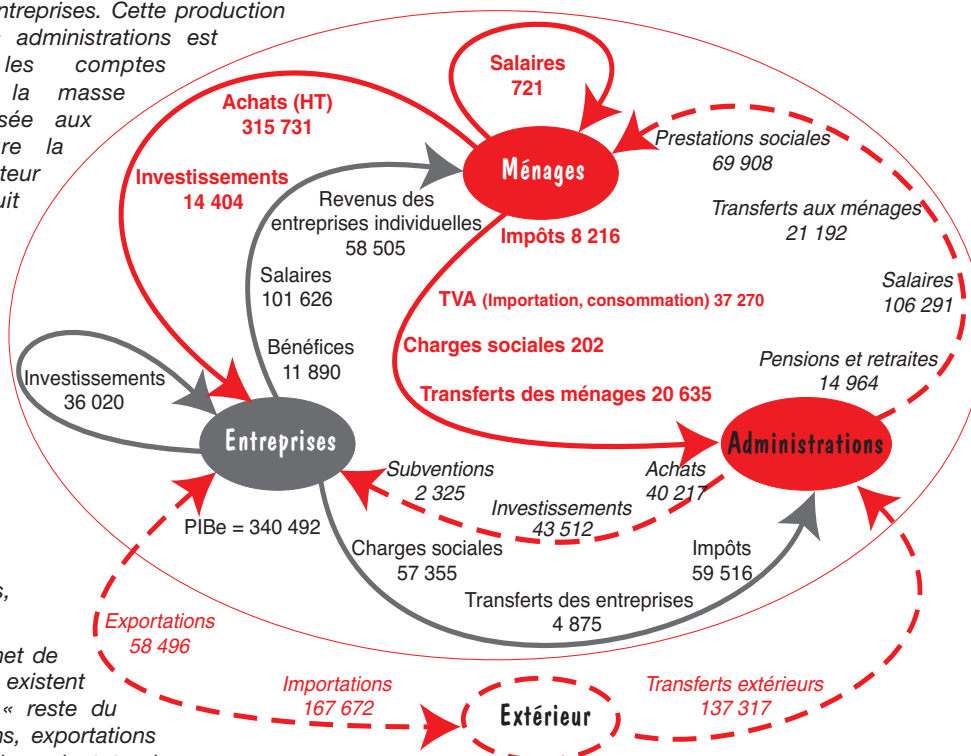
■ **Les ménages** consomment : pour ce faire les ménages disposent de revenus (salaires, revenu des entreprises individuelles, bénéfiques) ; ils perçoivent également des prestations sociales, des pensions et des retraites. Les ménages sont aussi les employeurs de personnel domestique : les charges salariales supportées à ce titre rentrent également dans la composition du PIB.

■ **Les administrations** fournissent des services collectifs non marchands (enseignement, santé, sécurité, etc.) aux autres agents et procèdent à des redistributions de ressources (prestations sociales, subventions). Elles comprennent, entre autres, le Pays, les services de l'État (civils et militaires), les Communes, la CPS, le CHT, les établissements publics du Pays à caractère administratif (ISPF, SEFI par exemple), l'enseignement privé, etc. Elles occupent un rôle moteur dans l'économie du Pays tant par l'importance de leur demande en biens, services et équipements que par le volume des revenus qu'elles distribuent (salaires, subventions, prestations sociales, etc.). L'activité des administrations engendre un flux réel de biens mais surtout de services dont les principaux bénéficiaires sont les ménages et les entreprises. Cette production non marchande des administrations est valorisée dans les comptes économiques par la masse salariale brute versée aux ménages et mesure la contribution du secteur public au Produit Intérieur Brut.

Les ressources des administrations sont constituées de prélèvements obligatoires (impôts, cotisations sociales) ou de transferts. Elles versent des salaires et réalisent des équipements collectifs (routes, ponts, écoles, etc.).

Les ressources des administrations sont constituées de prélèvements obligatoires (impôts, cotisations sociales) ou de transferts. Elles versent des salaires et réalisent des équipements collectifs (routes, ponts, écoles, etc.).

■ **L'extérieur** permet de retracer les flux qui existent entre le Pays et le « reste du monde » (importations, exportations de biens et de services dont tourisme, transferts extérieurs en provenance de l'État).



Unité : millions de F.CFP

Source : ISPF - Comptes économiques semi-définitifs 2003 de la Polynésie française